

***Projet de loi n° 1: une offensive législative
antidémocratique et autoritariste***

Le projet de Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec est illégitime et doit être retiré

Par
Centre d'Alphabétisation de Villeray La Jarnigoine



Mémoire présenté à la Commission des institutions
dans le cadre de la consultation générale sur le projet de loi n° 1,
Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec

Le 19 novembre 2025

PRÉSENTATION

La Jarnigoine, ou le Centre d'Alphabétisation de Villeray, est un organisme communautaire fondé en 1985. Avoir de la jarnigoine, ça veut dire avoir de la débrouillardise. Le nom de l'organisme est un hommage aux personnes qui ont de la difficulté à lire et à écrire. Il faut être débrouillard pour vivre dans notre société sans savoir bien lire et écrire. Les gens viennent à La Jarnigoine pour pratiquer la lecture et l'écriture, apprendre à utiliser l'ordinateur et internet, développer ses connaissances générales, discuter et réfléchir ensemble, faire des sorties et des activités en groupe et être accompagné pour faire des démarches personnelles.

En bref, notre mission principale consiste en:

- Offrir des ateliers de lecture, d'écriture et d'ordinateur à des adultes;
- Permettre aux personnes qui viennent à La Jarnigoine de participer aux décisions de l'organisme;
- Défendre les droits des personnes qui ont de la difficulté à lire et écrire;
- Sensibiliser la population en général sur les causes et conséquences des difficultés à lire et écrire;

CONSIDÉRATIONS SUR LE PROJET DE LOI 1

Le 9 octobre 2025, le ministre de la Justice a déposé le projet de loi n° 1 (PL1), *Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec*, qu'il souhaite faire adopter au cours de la dernière année de mandat de son gouvernement.

Une constitution, en raison de sa primauté dans l'ordre juridique d'une société et de l'importance sociale des principes qui y sont enchâssés, n'est pas une simple loi ordinaire. Un processus visant à adopter une constitution ne peut légitimement être le même que celui visant l'adoption d'une loi ordinaire, pour laquelle on peut se contenter d'atteindre une simple majorité des votes à l'Assemblée nationale.

Pour être légitime, l'élaboration d'une Constitution doit suivre un processus précis. Pour ce faire, le gouvernement devrait s'inspirer des critères définis par le Haut-commissariat des droits de l'homme des Nations Unies (HCDH) concernant l'élaboration de constitutions¹. En effet, le HCDH souligne qu'un tel acte juridique doit s'accompagner d'un processus de consultation et d'élaboration large, ouvert et participatif. Ce processus, mené en amont de l'élaboration d'un projet de constitution, doit permettre l'expression et la participation du grand public et des acteurs de tous les secteurs de la société, des défenseurs des droits humains, des associations de juristes, des organisations de la société civile représentant tous les groupes de populations, notamment celles qui représentent les femmes, les réfugié-e-s, les travailleurs-euses, et tout autre groupe minorisé ou vulnérabilisé. Toute consultation préalable à l'élaboration d'une constitution doit également impliquer des associations et représentant-e-s des peuples autochtones, en respect de leur droit à l'autodétermination et du dialogue de nation à nations.

¹ Note d'orientation du Secrétaire général sur l'assistance des Nations Unies à l'élaboration de constitutions (avril 2009), p. 4

Le projet de loi n°1 a été élaboré en catimini au cours de l'été, derrière des portes closes, sans qu'il n'ait fait l'objet de consultations publiques préalables ou que l'idée même de doter le Québec d'une constitution n'ait été au cœur d'un quelconque projet électoral présenté à la population lors des élections générales de 2022. En mettant au jeu son PL1, le gouvernement de la CAQ prend en otage l'élaboration d'une éventuelle Constitution du Québec en dictant à l'avance, de manière partisane, la structure des discussions qu'il sera possible d'avoir lors de la *consultation* à venir. La consultation générale et les auditions publiques devant la Commission des institutions ne s'effectueront pas sur l'idée générale d'une constitution québécoise, mais bien sur *ce* projet de constitution caquiste. Cela ouvre toute grande la porte à une instrumentalisation politique du processus de consultation par le gouvernement pour donner une aura de légitimité à un projet de loi partisan, dont l'élaboration ne respecte aucune des exigences démocratiques minimales.

L'architecture générale du projet de constitution caquiste concernant le régime de protection des droits et libertés applicable au Québec - entre autres - est telle que de simples améliorations ciblées ne suffiront pas à nous protéger collectivement du net recul qui découlerait de son adoption. De plus, le gouvernement actuel nous a bien démontré le peu d'écoute qu'il accorde à la société civile lors de consultations sur des projets de loi, comme en font foi plusieurs lois ou projets de loi touchant le droit de grève, la santé et les services sociaux, la laïcité de l'État et plusieurs autres.

Que la CAQ ait élargi les consultations prévues devant la Commission des Institutions, passant de consultations particulières à consultations générales, est loin de compenser pour cette offensive législative antidémocratique et autoritariste.

Le Centre d'Alphabétisation de Villeray La Jarnigoine rejette fermement le processus entourant le projet de loi 1, *Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec*.

Le PL1 est un acte législatif illégitime, qui ne saurait être discuté article par article et qui doit, au nom de la sauvegarde des principes fondamentaux de la démocratie, être retiré dans son entièreté.

Michel Chartrand disait des nationalistes québécois qu'ils "pardonneront les pires turpitudes" au Parti québécois. "Ils sont prêts à oublier qu'il existe une différence énorme entre le nationalisme et une véritable libération nationale. Raison pour laquelle j'ai toujours été contre ces "nationaux" qui voulaient sauver la langue et laisser crever ceux qui la parlent" La même logique s'applique aux pseudo-nationalistes de la CAQ. François Legault dit lui-même avoir une "obsession" pour les disparités entre l'Ontario et le Québec, quitte à laisser crever les gens qui y habitent si ça peut changer les statistiques et le gap.